**<https://x.com/Galadriell__/status/1807693745699049884>**

**[Péonia](https://x.com/Galadriell__)**

[@Galadriell\_\_](https://x.com/Galadriell__)

·

[1 juil. 2024](https://x.com/Galadriell__/status/1807693745699049884)

 G3P : La toile d'araignée qui a capturé l’humanité - la proie mourra heureuse

article de Robert W. Malone que j’ai traduit pour vous

"En gros, les dirigeants gouvernementaux sont soudoyés par des chefs d'entreprise pour contresigner et financer des menaces imaginaires afin de mettre en place des politiques qui profitent aux entreprises liées au système. Essentiellement, des monopoles ou des oligopoles sont constitués et des rentes économiques sont prélevées sur les populations à leur insu. Les chefs d'entreprise connectés ont accès à des informations privilégiées sur les politiques à venir et planifient en conséquence avec les gouvernements les contrats sur lesquels ils vont mettre la main ; ils déploient ensuite leurs systèmes de revenus sur la population.

"Il s'agit d'une fraude à une échelle jamais vue auparavant. Rien de tout cela ne serait possible si les banques centrales n'émettaient pas de monnaie fiduciaire, basée sur la dette. Je soupçonne également les agences de renseignement de travailler pour ce groupe et de faire chanter les fonctionnaires qui n'ont pas de conscience. Ils sont soit récompensés par de gros emplois lorsqu'ils passent dans le secteur privé, soit carrément soudoyés".

— Edward Dowd, ancien gestionnaire de fonds d'investissement de Blackrock

Au cours de nos nombreux voyages et entretiens, l'une des questions qui nous est le plus souvent posée, sous une forme ou une autre, est la suivante :

"Qui sont les marionnettistes" derrière la propagande harmonisée, derrière la censure, la guerre psychologique, la mauvaise gestion de la crise Covid, qui sort maintenant de l'ombre, visible pour tous, sauf pour ceux qui ne veulent pas voir.

Comment se fait-il que tant de scénarios manifestement faux et contre-productifs soient non seulement promus à l'échelle mondiale, mais, une fois qu'ils émergent, soient rapidement transformés en politiques publiques acceptées à l'échelle mondiale, sans aucun débat ou analyse digne de ce nom ?

L'harmonisation mondiale répétée de mauvaises décisions politiques n'implique pas seulement la centralisation, elle l'exige. La centralisation de la prise de décision au niveau mondial indique l'existence d'une sorte de cabale, d'organisation ou de groupe disposant de suffisamment de pouvoir, de richesse et d'influence pour non seulement mener une campagne de guerre psychologique harmonisée au niveau mondial, mais aussi pour propager rapidement des décisions de gouvernance dans un large éventail d'États que l'on croyait auparavant indépendants, souverains et nationaux.

Sur la base de ce schéma répété de priorités harmonisées, de justifications, d'actions et de messages cités, il semble que les gouvernements transnationaux existent déjà, dans un sens opérationnel et fonctionnel, au niveau mondial (ou régional).

Comment cela est-il possible dans le système d'États-nations autonomes qui guide actuellement la gouvernance et les relations internationales ?

Les principes nationaux

Le système westphalien tire son nom de la paix de Westphalie, signée en 1648, qui a mis fin à la guerre de Trente Ans en Europe.

Ce système consacre le principe selon lequel chaque État dispose d'une souveraineté exclusive sur son territoire et ses affaires intérieures, à l'exclusion de toute puissance extérieure, et est soumis au droit international.

Les principes fondamentaux du système de Westphalie sont les suivants :

1. Souveraineté : chaque État est souverain sur son territoire et ses affaires intérieures, ce qui signifie qu'aucune puissance extérieure ne peut s'immiscer dans ses affaires intérieures.

2. Intégrité territoriale : les États respectent l'intégrité territoriale des autres, ce qui signifie qu'aucun État ne peut annexer ou occuper le territoire d'un autre État sans le consentement de ce dernier.

3. Non-intervention : les États ne s'immiscent pas dans les affaires intérieures d'un autre État, ce qui permet à chaque État de gérer ses affaires intérieures de manière indépendante.

4. L'égalité : tous les États, indépendamment de leur taille, de leur puissance ou de leur richesse, sont égaux et ont les mêmes droits et responsabilités.

Bien entendu, nombre de ces principes ne sont que des aspirations fonctionnelles et, depuis 1648, toutes sortes de "ronds-points" militaires et diplomatiques ont été inventés pour les contourner.

Ces contournements permettent aux États-nations ou aux groupes d'États-nations alignés disposant d'un territoire, d'un pouvoir ou d'une richesse plus importants d'exercer une influence sur ceux qui sont moins bien dotés.

La science politique a inventé toutes sortes de termes pour décrire ces contournements - colonialisme, impérialisme, alliances, soft power et hégémonie n'en sont que quelques exemples.

Mais tous ces concepts partent du principe commun que l'État-nation autonome est la forme la plus élevée de structure politique de gouvernement. Or, d'un point de vue fonctionnel, ce postulat n'est plus valable.

Le crépuscule des nations

Malgré le succès partiel de ces tentatives prévisibles de contourner les principes fondamentaux, le système westphalien a guidé pendant des siècles la structure des relations internationales et du droit international, en établissant le concept d'État souverain et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures.

Ce système a été le fondement du système international moderne d'États souverains et a façonné la manière dont les États interagissent les uns avec les autres.

Bien qu'il s'agisse incontestablement d'un système influent, il a été critiqué comme étant profondément défectueux - peut-être même le pire système de tous ceux qui l'ont précédé.

L'une des critiques est qu'il a conduit à un système anarchique, dans lequel les États sont livrés à eux-mêmes et peuvent recourir à la violence pour parvenir à leurs fins.

Les économistes de l'école autrichienne, tels que Murray Rothbard, soutiennent que l'anatomie moderne de l'État-nation est fondamentalement défectueuse et qu'elle devrait être remplacée par un système de marché libre plus anarchique.

D'autres notent que la montée en puissance de la gouvernance mondiale, des sociétés transnationales, des "fonds spéculatifs", des syndicats alignés sur les programmes des entreprises, des organisations de gouvernance mondiale autoproclamées et des institutions internationales a remis en question le système westphalien, érodant la souveraineté des États.

Le réseau mondial

Depuis la Seconde Guerre mondiale, et de manière plus accélérée au cours des dernières décennies du XXe siècle, on observe une tendance à la montée en puissance d'organisations transnationales financièrement très puissantes et fonctionnellement indépendantes des États-nations.

Il s'agit par exemple d'organisations quasi-gouvernementales mondiales telles que l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds monétaire international (FMI), le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; d'organisations non gouvernementales "philanthropiques" telles que la Fondation Gates et le Wellcome Trust ; de banques "nationales" réunies en coopératives fonctionnelles par la Banque des règlements internationaux (BRI) ; des "fonds d'investissement" mondiaux massifs, face auxquels les ressources de la plupart des États-nations semblent minuscules, tels que Blackrock, State Street, Vanguard, Bank of America et autres ; et une variété de cabales pro-mondialistes et d'organisations commerciales d'entreprises telles que le Club de Rome, le Conseil atlantique, le groupe Bilderberg, le Conseil des relations étrangères, l'Institut Aspen pour les études humanistes et, bien sûr, le Forum économique mondial.

Ils adorent les crises

Alimentés au début du XXIe siècle par diverses "crises" financières, politiques, géophysiques et médicales, ces groupes de réflexion et organisations transnationales, ainsi qu'une poignée de grandes entreprises mondialisées qui financent également la plupart de leurs activités, ont formé des alliances qui dépassent le pouvoir, l'influence et les ressources financières de la plupart, voire de la totalité, des États-nations.

Tout étudiant en économie ou en sciences politiques peut affirmer qu'un tel déséquilibre des forces ne peut perdurer.

Nous soutenons que les nombreux efforts déployés aujourd'hui pour améliorer et structurer les organisations de gouvernance mondiale sont la conséquence logique de ce déséquilibre.

Tant que les entités transnationales les plus dominantes sont intrinsèquement corporatistes, il est logique que les organisations de gouvernance mondiale qui se développent aujourd'hui soient également corporatistes.

Des racines totalitaires

L'histoire répétée de diverses formes de corporatisme, souvent qualifiées de "fascisme" dans la première moitié du 20e siècle, a été le développement de structures politiques totalitaires de gouvernance.

Au XXIe siècle, ces structures politiques corporatistes en sont venues à s'appuyer sur des modèles informatiques et des algorithmes d'intelligence artificielle, alimentés, dans leur prise de décision, par d'immenses bases de données.

Ces bases de données cherchent à identifier et à caractériser les activités et les préjugés de pratiquement tous les êtres humains, ainsi que toutes les données disponibles sur la nature du monde - géophysique, ressources, climat, "santé unique", énergie et tout autre paramètre utile.

Tout cela a été combiné dans les algorithmes des modèles informatiques qui sont aujourd'hui acceptés comme un objet de vénération et sont devenus un substitut pour les vérités mesurables.

Tout cela a donné lieu à une prise de décision centralisée, mondialisée, arbitraire et capricieuse à une échelle jusqu'alors impossible.

Une fois les modèles testés et les décisions centralisées prises, la propagande, la censure et les technologies modernes de guerre psychologique entrent en jeu, par divers moyens, y compris les "agences de renseignement" capturées et les médias d'entreprise (qui sont détenus et contrôlés par les mêmes organisations transnationales), afin de mettre ces décisions en application.

Telle est la structure du techno-totalitarisme moderne : un réseau d'entreprises entremêlées qui contrôle et met en œuvre unilatéralement des politiques mondialisées, qui ne rend de comptes à personne et ne reconnaît aucune loi autre que ses propres intérêts et privilèges.

L'araignée au centre de la toile

Au centre de cette toile se trouvent les partenariats public-privé mondiaux (PPPG ou G3P).

Pris comme des mouches dans cette toile politique et financière mondiale, les politiciens, les partis politiques, les États-nations endettés et même les organisations et alliances multinationales fondées sur des traités, comme l'OTAN ou l'Union européenne, doivent danser sur l'air du G3P.

Les partenariats publics-privés mondiaux sont des collaborations structurées entre des organisations intergouvernementales internationales telles que les Nations unies, l'Organisation mondiale de la santé, le Forum économique mondial et des entreprises privées pour atteindre des buts et des objectifs communs.

Les soi-disant avantages qui nous sont généralement présentés pour justifier les G3P sont les suivants :

Efficacité accrue : le G3P peut influencer les secteurs public et privé afin qu'ils atteignent plus efficacement leurs objectifs communs.

- Solutions innovantes : le G3P peut encourager plus efficacement l'innovation et le développement de nouvelles solutions aux problèmes mondiaux.

* Partage des risques et des ressources : le G3P peut partager les risques et les ressources entre les secteurs public et privé, réduisant ainsi la charge financière des gouvernements et augmentant l'efficacité des projets.

- Impact mondial : le G3P peut avoir un impact significatif sur le développement mondial et la santé publique, en s'attaquant à des problèmes qui dépassent les frontières nationales.

Les Nations unies et l'Organisation mondiale de la santé ont conclu divers accords et traités avec des organisations transnationales telles que le Forum économique mondial, et elles ne divulguent généralement pas au public les détails de la gouvernance, du financement, des conditions et des modalités du G3P.

Ces G3P forment un réseau mondial de parties prenantes capitalistes et de leurs partenaires.

 [https://archive.is/RxOdK](https://t.co/JwTC3zr1cz)

Le réseau

Cette association de "parties prenantes" (c'est-à-dire de capitalistes et de leurs partenaires) comprend des entreprises mondiales (y compris des banques centrales), des fondations philanthropiques (c'est-à-dire des "philanthropes" multimilliardaires), des groupes de réflexion politiques, des gouvernements (et leurs agences), des organisations non gouvernementales, des institutions universitaires et scientifiques présélectionnées, des organisations humanitaires mondiales, des syndicats et d'autres "leaders d'opinion" présélectionnés. des institutions universitaires et scientifiques présélectionnées, des organisations humanitaires mondiales, des syndicats et d'autres "leaders d'opinion" présélectionnés, y compris les divers réseaux financés, formés et placés à des postes influents par les programmes "Young Leader" et "Young Influencers" mis en place par le Forum économique mondial.

Dans le modèle westphalien actuel de souveraineté nationale, le gouvernement d'une nation ne peut pas légiférer dans un autre État-nation.

 [https://en.m.wikipedia.org/wiki/Westphalian\_system…](https://t.co/n2qUyNHm63)

Des lois tombées du ciel

Cependant, grâce à la gouvernance mondiale, le G3P crée des initiatives politiques au niveau mondial, qui se répercutent ensuite sur les citoyens de chaque pays.

 [https://en.m.wikipedia.org/wiki/Global\_governance…](https://t.co/YhYls5iFca)

Cela se fait généralement par l'intermédiaire d'un distributeur de politiques, tel que le FMI ou le GIEC, après quoi le gouvernement national inscrit ces politiques recommandées dans la loi.

La trajectoire politique est fixée au niveau international, en définissant de manière autoritaire les problèmes et les solutions prescrits. Une fois que le G3P impose un consensus international, le cadre politique est fixé.

Les partenaires du G3P continuent à collaborer pour élaborer, mettre en œuvre et appliquer les politiques souhaitées.

C'est l'essence même du "système international fondé sur des règles".

"Immunité juridique"

De cette manière, les G3P parviennent à contrôler de nombreuses nations en même temps, sans avoir recours à la législation. Cette approche présente l'avantage supplémentaire de rendre extrêmement difficile la contestation devant les tribunaux des décisions prises par les partenaires les plus importants des G3P (qui ont généralement des hiérarchies autoritaires).

Le modèle organisationnel de la gouvernance mondiale prévue est l'Union européenne (UE).

L'UE est à l'origine d'un système dans lequel les États-nations et leurs instances dirigeantes élues sont des filiales d'une organisation super-gouvernementale centralisée basée à Bruxelles.

Cette organisation comprend un Parlement composé de représentants élus, mais toute recommandation élaborée ou "approuvée" par le Parlement européen peut être annulée par le Conseil européen, qui est composé de fonctionnaires nommés, et non élus, et qui agit en coordination avec un président qui est officiellement nommé par les dirigeants des nations, puis "confirmé" par le Parlement européen.

Les citoyens de l'UE n'élisent pas directement le Conseil européen ou le président de l'Union européenne, car l'autorité du Conseil et du président est supérieure à celle des gouvernements nationaux.

Le Conseil et le Président peuvent tous deux conclure unilatéralement des accords avec des entreprises et d'autres organisations supranationales telles que le G3P, un exemple étant le contrat entre le Conseil et le Président de l'UE et Pfizer pour l'achat de vaccins à ARNm pour Covid.

Par analogie, l'Organisation des Nations unies, qui cherche explicitement à devenir l'organe directeur d'un gouvernement mondial, n'est pas et ne sera pas directement élue par les citoyens des États membres de l'ONU et responsable devant eux.

Pour le G3P, en revanche, l'ONU est responsable.

L'araignée aime la santé

Les G3P sont traditionnellement évoqués dans le contexte de la santé publique, plus précisément dans les documents des Nations unies, y compris ceux émanant d'agences des Nations unies telles que l'OMS.

Le document de l'OMS intitulé Connecting for Health (2005), qui décrit ce que les objectifs du Millénaire pour le développement ont signifié pour la santé mondiale, révèle la montée en puissance des G3P :

 [https://web.archive.org/web/20210403084237/https:/apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/43385/9241593903\_eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y…](https://t.co/JkwBfDVMe5)

 [https://un.org/millenniumgoals/2015\_MDG\_Report/pdf/MDG%202015%20rev%20(July%201).pdf…](https://t.co/Op5zWxvTFu)

"Ces changements se sont produits dans un monde où les attentes concernant le rôle des gouvernements ont été revues : le secteur public n'a ni les ressources financières ni les ressources institutionnelles pour répondre aux défis, de sorte qu'une combinaison de ressources publiques et privées est nécessaire [...].

"L'instauration d'une culture mondiale de la sécurité et de la coopération est vitale [...]. Les fondements d'une infrastructure sanitaire mondiale ont déjà été posés. Les technologies de l'information et de la communication ont ouvert des perspectives de changement dans le domaine de la santé, avec ou sans la participation des décideurs politiques. [...]

"Les gouvernements peuvent créer un environnement favorable et investir dans l'action, l'accès et l'innovation."

L'État en tant que locataire

Cette déclaration révèle, une fois de plus, la conviction fondamentale des Nations unies que le système westphalien d'États-nations souverains est tombé en désuétude.

Dans le nouvel ordre mondial proposé, les États-nations sont réduits à un rôle secondaire de facilitateur et, au lieu de déterminer leur propre politique étrangère, doivent se concentrer exclusivement sur la résolution des problèmes nationaux de justice sociale et de progrès technologique.

Dans leur rôle révisé, les États-nations souverains ne décideront plus de la voie à suivre.

Les décideurs politiques traditionnels n'élaboreront plus de politiques ; les agendas et les politiques seront définis, au niveau mondial, par les Nations unies en coopération avec leurs partenaires du G3P.

Dans ce système, les gouvernements nationaux sont réduits à créer l'environnement nécessaire pour faciliter les opérations de l'ONU et du G3P, en imposant des taxes à la population et en augmentant l'endettement des gouvernements.

L'argent dû l'est aux principaux partenaires du G3P. Ils ne sont pas seulement des créanciers ; ces mêmes partenaires sont également des emprunteurs.

Ils utilisent cette logique circulaire, qualifiée par la propagande d'"investissement public", pour se créer des marchés et étendre les partenariats du G3P.

Le cheval de Troie

La "santé publique" a servi de cheval de Troie pour le développement de l'écosystème G3P.

Le phénomène a été brièvement décrit et analysé dans un éditorial publié dans la revue académique Tropical Medicine and International Health sous le titre Editorial : Partnership and fragmentation in international health : threat or opportunity ? par les auteurs Kent Buse et Gill Walt du George Institute of Health.

 [https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1046/j.1365-3156.2000.00596.x…](https://t.co/cheDUIqVBa)

L'éditorial suggère que la structure du G3P est venue en réponse au désenchantement à l'égard de l'ONU en général en tant que projet, combiné à la prise de conscience progressive que l'implication des entreprises mondiales dans la mise en œuvre des politiques est de plus en plus nécessaire.

Cela correspond au développement du concept de "capitalisme multipartite", popularisé par Klaus Schwab depuis les années 1970. Buse et Walt décrivent comment les G3P sont conçus pour faciliter la participation d'un nouveau type d'entreprise.

Nous ne voulons pas de profit, nous voulons juste votre bien....

En théorie, ces nouvelles entités reconnaissent les erreurs des entreprises précédentes, qui ont entretenu des pratiques destructrices, et adoptent plutôt la logique de ce "capitalisme des parties prenantes", en mettant l'accent sur des objectifs socialistes tels que la diversité, l'équité et l'inclusion, plutôt que sur l'objectif premier du profit et de la rentabilité de l'entreprise.

Cette nouvelle race d'entreprises soucieuses de la planète atteindrait ces objectifs en s'associant aux bureaucraties gouvernementales et à l'élite politique pour résoudre les problèmes mondiaux, généralement présentés comme des crises existentielles pour l'environnement mondial.

Les exemples incluent les risques de maladies infectieuses "one health" et le changement climatique.

Ces menaces sont définies comme telles par le G3P et par des scientifiques, des universitaires et des économistes sélectionnés et financés par le G3P lui-même.

Déclaration clé

Les deux chercheurs, Buse et Walt, ont identifié une déclaration clé faite à Davos (WEF, 1998) par Kofi Anan, alors secrétaire général des Nations unies, qui marque la transition vers un modèle de gouvernance mondiale fondé sur le G3P :

"Depuis notre dernière rencontre ici à Davos, l'Organisation des Nations unies a été transformée. Elle a subi une réorganisation complète que j'ai qualifiée de "révolution tranquille". [...]

"Une transformation fondamentale a eu lieu. Autrefois, les Nations unies ne s'occupaient que des gouvernements. Mais aujourd'hui, nous savons déjà que la paix et la prospérité ne peuvent être réalisées sans un partenariat impliquant les gouvernements, les institutions internationales, le monde des affaires et la société civile.... Les affaires des Nations unies concernent les affaires du monde entier".

Buse et Walt affirment que cette transformation a signalé l'émergence d'un nouveau type de capitalisme mondial - le capitalisme responsable. Mais ce n'est pas en ces termes que de nombreuses entreprises envisagent cet arrangement. Nuse et Walt montrent pourquoi le G3P a été une perspective si attrayante pour les géants mondiaux de la banque, de l'industrie, de la finance et du commerce :

"L'évolution des idéologies et des tendances de la mondialisation a mis en évidence la nécessité d'une gouvernance mondiale plus forte, une question qui touche à la fois le secteur public et le secteur privé.

"Nous pensons qu'au moins une partie du soutien au G3P découle de cette prise de conscience et du désir du secteur privé de participer aux processus de prise de décision en matière de réglementation au niveau mondial.

Aucune question n'est posée !

Le conflit d'intérêts est évident. Nous sommes censés accepter simplement, sans poser de questions, que ces entreprises mondiales se consacrent à des causes environnementales ou humanitaires avant le profit.

D'une certaine manière, nous devons accepter que le système G3P de gouvernance mondiale est bon pour nous.

Pour y croire, il faut faire preuve d'une grande naïveté. De nombreuses entreprises associées au G3P ont été condamnées ou tenues publiquement responsables de corruption et d'autres délits, voire de crimes de guerre.

Les classes politiques crédules (c'est-à-dire l'État profond) acceptent, dans une apparente passivité, que ces "parties prenantes" soient celles qui doivent définir la politique et la réglementation mondiales, ainsi que les priorités budgétaires.

Sainte corruption...

Cela peut sembler naïf, mais en réalité, c'est la conséquence d'une corruption généralisée.

Cette naïveté n'est qu'un leurre. Comme l'ont souligné de nombreux universitaires, économistes, historiens et chercheurs, l'influence des entreprises, voire leur domination du système politique, s'accroît depuis des générations.

Les hommes politiques élus ont longtemps été des partenaires subalternes dans ces arrangements.

Avec la montée en puissance du G3P, nous avons assisté à la naissance du processus de formalisation de ces relations - la création d'un nouvel ordre mondial cohérent.

Le scénario n'est pas écrit par les hommes politiques ; il leur est transmis, sous diverses formes, y compris par le biais du programme Young Leader du WEF, et ils le mettent ensuite en œuvre dans leurs propres États-nations.

Gouvernement et gouvernance

Il est important de comprendre la différence entre "gouvernement" et "gouvernance" dans le contexte mondial.

Sur la base du concept de contrat social, validé par des mandats quasi-démocratiques, les gouvernements revendiquent le droit de définir des politiques et d'adopter des lois.

Les "démocraties" représentatives occidentales, qui ne sont techniquement pas des démocraties, pratiquent un modèle de gouvernement national dans lequel les représentants élus forment la branche exécutive, qui introduit et finalement promulgue des lois formulées dans les termes les plus généraux.

Le processus est ensuite géré opérationnellement par une bureaucratie permanente non élue ("État administratif"), qui dispose d'une grande liberté pour interpréter les intentions de la loi et devant laquelle le pouvoir judiciaire (les tribunaux) s'incline en raison de son caractère d'expert suprême (aux États-Unis, il s'agit de la "déférence Chevron", conformément à un précédent de la Cour suprême). Comme l'observe Murray Rothbard dans Anatomie de l'État, les systèmes judiciaires de ces "démocraties" (c'est-à-dire les tribunaux) ont pour fonction de légitimer et de défendre l'État, et non de garantir les droits et les intérêts des citoyens.

La forme la plus analogue à cette forme de gouvernement national est peut-être, à l'échelle internationale, l'Assemblée générale des Nations unies.

 [https://abacademies.org/articles/the-role-of-general-assembly-resolutions-to-the-development-of-international-law-10426.html…](https://t.co/ixDQB7y1Tx)

Il peut adopter des résolutions qui, bien qu'elles ne soient pas contraignantes pour les États membres, peuvent créer de "nouveaux principes" susceptibles de devenir des lois internationales lorsqu'ils sont appliqués par la suite par la Cour internationale de justice.

Mais il ne s'agit pas d'un véritable "gouvernement mondial". L'ONU n'a pas le pouvoir d'adopter des lois ou de faire des lois. Ses "principes" ne peuvent devenir des lois que par le biais de décisions judiciaires.

Le pouvoir non judiciaire de créer des lois est réservé aux gouvernements, dont la compétence dans ce domaine ne s'étend toutefois qu'à l'intérieur des frontières nationales.

En raison des relations souvent tendues entre les gouvernements nationaux, un gouvernement mondial semble peu réaliste.

Étant donné la nature non contraignante des résolutions de l'ONU et la concurrence internationale pour les avantages géopolitiques et économiques, il n'existe pas aujourd'hui de gouvernement mondial.

Les identités nationales et culturelles sont également prises en compte. La plupart des populations ne sont pas prêtes à accepter un gouvernement mondial distant et non élu. Les gens veulent généralement que leur nation soit souveraine. Ils veulent que leurs représentants au niveau fédéral soient davantage, et non moins, responsables démocratiquement devant les électeurs.

Mensonges et propagande

Le G3P aimerait sans doute dominer le monde, mais il n'a pas la capacité d'imposer un tel système par la force. Ils ont donc utilisé d'autres moyens, tels que le mensonge et la propagande, pour promouvoir la notion de gouvernance mondiale.

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de l'administration Carter et fondateur de la Commission trilatérale, a identifié la formule permettant de rendre cette approche plus réalisable. Dans son livre Between Two Ages : America's Role in the Technetronic Era (1970), il écrit :

"Bien que l'objectif de former une communauté de nations développées soit moins ambitieux que celui d'un gouvernement mondial, il est plus réalisable.”

Au cours des 30 dernières années, le concept de gouvernance mondiale a évolué et d'innombrables G3P ont vu le jour.

Le point de vue du WEF sur la gouvernance multipartite a marqué un tournant important.

Avec la publication de Everybody's Business : Strengthening International Cooperation in a More Independent World (2010), le WEF a esquissé les éléments d'une gouvernance mondiale basée sur les parties prenantes sous la forme de G3P.

 [http://ia801302.us.archive.org/7/items/books\_201603/between\_twoages.pdf…](https://t.co/dYwOOr45fH)

 [https://www3.weforum.org/docs/WEF\_GRI\_EverybodysBusiness\_Report\_2010.pdf…](https://t.co/gHjvUqiC8H)

Rien ne doit circuler sans réglementation

Des conseils de l'agenda mondial ont été mis en place pour délibérer et suggérer des politiques pour pratiquement tous les aspects de notre vie. Le WEF a créé un organe de gouvernance mondiale approprié pour chaque aspect de la société.

Rien n'est épargné : les valeurs, la sécurité, la santé publique, les services sociaux, la consommation de biens et de services, l'accès à l'eau, l'alimentation, la sécurité, la criminalité, les droits, le développement durable et les systèmes économiques, financiers et monétaires mondiaux.

Le président exécutif du WEF, Klaus Schwab, a précisé les objectifs de la gouvernance mondiale :

Notre objectif est de stimuler un processus de réflexion stratégique parmi toutes les "parties prenantes" sur la manière dont les institutions et les accords internationaux doivent être adaptés aux défis contemporains. [...]

"Les plus grandes autorités mondiales travaillent au sein de conseils interdisciplinaires et multipartites sur l'agenda mondial afin d'identifier les lacunes et les insuffisances de la coopération internationale et de formuler des propositions spécifiques pour l'améliorer. [...]

"Ces discussions ont également eu lieu lors des sommets régionaux du WEF en 2009, ainsi que lors de la récente réunion annuelle de 2010 à Davos-Klosteros, où de nombreuses propositions émergentes ont été testées avec des ministres, des PDG d'entreprises, des dirigeants d'ONG et de syndicats, des universitaires de renom et d'autres membres de la communauté de Davos. [...]

"Le processus de refonte globale a constitué un laboratoire de travail informel, ou un marché pour un certain nombre de bonnes idées politiques et d'opportunités de partenariat. [...]

Nous avons cherché à élargir les discussions sur la gouvernance internationale [...] pour prendre des mesures plus anticipatives et coordonnées sur l'ensemble des risques qui se sont accumulés dans le système international".

Le nouveau fascisme

La logique de ce capitalisme des parties prenantes place les entreprises au centre de la gouvernance mondiale.

Il s'agit d'une forme actualisée et modernisée de fascisme déguisée sous l'apparence d'une idéologie et d'un langage socialistes/marxistes.

En 2010, le WEF avait déjà entamé le processus de ce qu'il appelait le "Global Redesign", qui définissait les défis internationaux et proposait des solutions.

Heureusement pour le G3P, ces propositions signifient plus de contrôle et plus d'opportunités de partenariat.

Le WEF se voulait le fer de lance de l'expansion de cette gouvernance internationale.

En voici un exemple. En 2019, le gouvernement britannique a annoncé son partenariat avec le WEF pour développer la réglementation des affaires, de l'économie et de l'industrie.

Le gouvernement britannique s'est engagé à soutenir l'environnement réglementaire créé par les entreprises mondiales, qui devaient donc être régies par les mêmes réglementations qu'elles avaient elles-mêmes développées.

Le WEF n'a pas de mandat électoral et aucun d'entre nous n'a eu la possibilité d'influencer ou même de remettre en question ses jugements.

Cependant, le WEF travaille en partenariat avec notre gouvernement prétendument élu démocratiquement, l'ONU et divers G3P pour redessiner la planète sur laquelle nous vivons.